

## Fierté protectrice

Valérie Gaudreau

---

Numéro 170, automne 2021

Habiter un milieu ancien. Bienvenue aux passionnés

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97005ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (imprimé)

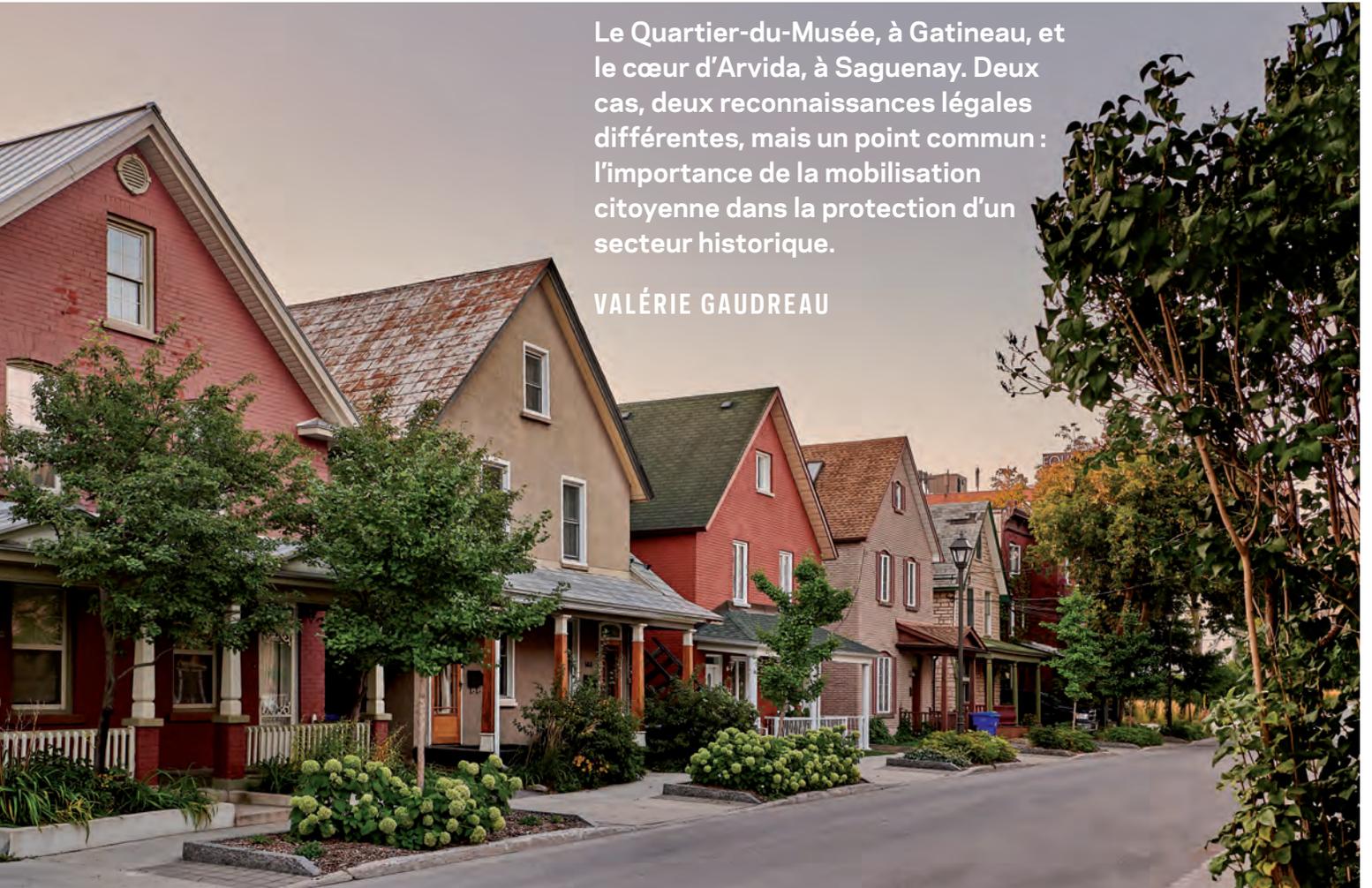
1923-2543 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Gaudreau, V. (2021). *Fierté protectrice*. *Continuité*, (170), 30–32.



Le Quartier-du-Musée, à Gatineau, et le cœur d'Arvida, à Saguenay. Deux cas, deux reconnaissances légales différentes, mais un point commun : l'importance de la mobilisation citoyenne dans la protection d'un secteur historique.

VALÉRIE GAUDREAU

### La bataille du Quartier-du-Musée

« J'en avais la chair de poule. Cette réunion a été spectaculaire ! » Au bout du fil, Claude Royer s'enthousiasme quand il évoque le vote au conseil municipal de Gatineau, le soir du 28 août 2018. Lors de cette séance, 12 conseillers ont voté en faveur de la citation patrimoniale du Quartier-du-Musée. Sept s'y sont opposés. L'enjeu : préserver l'intégrité du cœur de l'ancien Hull.

Claude Royer est porte-parole de l'Association des résidents de l'île de Hull et de l'association Protégeons le Quartier-du-Musée. Il a été aux premières loges d'une bataille citoyenne et politique que le maire sortant de Gatineau, Maxime Pedneaud-Jobin, qualifie de « dossier gigantesque ».

Gigantesque, car la lutte a été coriace devant la menace que représentait le projet Place des peuples de l'important promo-

teur immobilier Gilles Desjardins, président du groupe Brigil. Dévoilé en 2013, puis dans une nouvelle mouture en 2015, ce projet prévoyait la construction de deux tours de 35 et de 55 étages avec hôtel, condos et bureaux.

Tout ça dans un quartier à forte valeur architecturale, mais aussi paysagère, identitaire et historique. Il s'agit en effet d'un des plus vieux secteurs de l'île de Hull, qui a notamment été épargné par un grand incendie en 1900.

Tant pour les citoyens que pour le maire et le conseiller municipal Cédric Tessier, pas question de laisser défigurer un tel joyau. « Ce quartier raconte l'histoire de l'Outaouais, particulièrement celle des francophones », relate M. Pedneaud-Jobin. La famille Sanche, réputée dans le monde du théâtre, y a habité. La maison familiale où a vécu Guy Sanche, le célèbre

# protectrice

interprète de Bobino, fait d'ailleurs partie de la soixantaine de bâtiments d'intérêt patrimonial qui s'y trouvent. On y compte aussi la maison de l'ancien député provincial et juge à la Cour supérieure du Québec Alexandre Taché ainsi que le collège Saint-Joseph, construit en 1890. Le quartier a également abrité pendant 83 ans le mythique Café Henry Burger, haut lieu de la gastronomie.

Citoyens et élus étaient déjà sensibles à la valeur patrimoniale du secteur qui, aux yeux de Claude Royer, rassemblait tous les ingrédients nécessaires à une désignation officielle, dont la fierté et la stabilité des résidents. Le projet Place des peuples, estime-t-il, a été un « accélérateur » en révélant l'urgence de protéger le Quartier-du-Musée.

Or, le projet de tours avait aussi ses partisans. Des citoyens, des politiciens et des gens d'affaires étaient séduits par la promesse d'investissements à hauteur de 400 millions de dollars et de revenus en taxes foncières.

La table était mise pour une grande mobilisation.

En 2017, un défenseur de la citation patrimoniale du quartier, Cédric Tessier, est élu conseiller dans Hull-Wright, qui comprend le secteur menacé. Le maire Pedneaud-Jobin est pour sa part réélu au même moment, au terme d'une campagne marquée par cet « enjeu numéro un du centre-ville ».

Ces victoires électorales fouettent les troupes. L'association Protégeons le Quartier-du-Musée multiplie les rencontres, pose des pancartes, informe, mobilise. « Il ne fallait pas attendre le Messie, il fallait agir », illustre Claude Royer.

À l'occasion du premier dévoilement du projet Place des peuples, l'association avait aussi amorcé des discussions avec l'historienne Michelle Guitard. Celle-ci avait documenté l'histoire du secteur pour le compte de la Ville de Hull dans les années 1990. Elle s'est alors replongée dans ce travail et a publié *Le Quartier du musée. Histoire et architecture*. Le lancement du livre, en mars 2018, a contribué à la mobilisation populaire, selon M. Royer.

De novembre 2017 à août 2018, la Ville de Gatineau planche sur un plan de citation. Le conseil local du patrimoine tient des consultations publiques courues, et les citoyens interpellent leurs élus municipaux. « Plus de 75 % des résidents du quartier ont envoyé une lettre aux conseillers pour dire qu'ils soutenaient la citation. L'incidence a été très grande, estime Cédric Tessier. Une tonne de lettres, ça vaut plus qu'une pétition. »

Le Quartier-du-Musée, un des plus vieux secteurs de l'île de Hull, a été cité par la Ville de Gatineau en raison de sa valeur architecturale, paysagère, identitaire et historique.

Source : Ville de Gatineau

Un autre élément est venu peser dans la balance : la lettre ouverte « Les deux tours d'un désastre urbain ». Signée par l'architecte Phyllis Lambert et le sénateur Serge Joyal, elle a paru dans *Le Droit* du 19 août 2018, soit une dizaine de jours avant le vote au conseil municipal.

Un vote dont l'issue a été imprévisible jusqu'à la séance du conseil, le 28 août 2018.

Cédric Tessier est convaincu que les Gatinois ont joué un grand rôle dans le fait que 5 des 12 élus indépendants ont voté en faveur de la citation. « Ça signifie que des citoyens sont intervenus, dont plusieurs qui ne résidaient pas dans le territoire visé », dit-il.

La citation obtenue, le projet Place des peuples est aussitôt abandonné. Mais le travail de mise en valeur du nouveau site patrimonial, lui, doit se poursuivre. Depuis, diverses initiatives ont vu le jour ou sont en gestation, dont l'intégration du Quartier-du-Musée dans un circuit culturel, des visites guidées et la constitution d'archives. « La mission en est maintenant une de diffusion et de sensibilisation, conclut Claude Royer. Il faut faire connaître l'histoire du quartier, conserver cette identité propre et cultiver le sentiment d'appartenance. »

## Arvida et l'adhésion des citoyens

« On ne déclare pas un site patrimonial tous les ans. C'est un geste majeur », lance la vice-présidente du Conseil du patrimoine culturel du Québec, Ann Mundy.

Le geste était donc rare lorsque, le 21 novembre 2018, le gouvernement du Québec a procédé à la déclaration du site patrimonial d'Arvida, le 13<sup>e</sup> au Québec.

L'obtention de ce statut venait confirmer le caractère unique de cette ville de compagnie planifiée et fondée en 1926 par Alcan, alors filiale d'Alcoa. Le territoire inclut le quartier Sainte-Thérèse et le centre-ville historique du secteur, aujourd'hui rattaché à Saguenay.

Ann Mundy se souvient de la fierté des résidents sur la route ayant mené à cette reconnaissance. Rarement a-t-elle observé une telle adhésion : « C'était remarquable ! On a réellement senti l'attachement des citoyens, ça témoignait d'une appropriation. Cette démarche était souhaitée et attendue. »

Habitée aux consultations, M<sup>me</sup> Mundy sait que la déclaration d'un site patrimonial suscite souvent scepticisme et inquiétudes. Pas pour Arvida. « On a vu une vraie unanimité », souligne-t-elle en qualifiant de « condition gagnante » l'implication citoyenne pour la préservation des lieux.

Une soixantaine de personnes ont participé à l'audience publique tenue le 16 novembre 2017, et environ 250 ont répondu à un questionnaire en ligne. Toutes avaient à cœur

« C'était remarquable ! On a réellement senti l'attachement des citoyens. Cette démarche était souhaitée et attendue. »

- Ann Mundy



Pour obtenir une protection à l'échelle provinciale, Arvida, ancienne ville de compagnie à l'architecture distinctive, a notamment pu compter sur l'enthousiasme de ses résidents.

Source : Ville de Saguenay

la protection des quelque 800 bâtiments situés à Arvida, majoritairement des maisons érigées entre 1926 et 1950, dont les 270 premières ont été construites en seulement 135 jours ! Dans le questionnaire, les répondants ont aussi souligné l'importance des espaces verts et de la qualité de vie du quartier.

Carl Dufour sait que cet engouement ne date pas d'hier. Dès son arrivée en politique en 2009, le conseiller municipal d'Arvida a pu mesurer l'attachement des citoyens à la particularité architecturale, urbanistique et industrielle de leur localité. Il a poursuivi des démarches amorcées dans les années 1990.

« À cette époque, les recherches et les parutions de l'historienne Lucie K. Morisset ont été une bougie d'allumage », dit M. Dufour. Cette professeure au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM a en effet largement documenté le caractère distinctif de la petite ville mono-industrielle.

Dès qu'il a pris le dossier en main, Carl Dufour a vu le mailage entre le conseil municipal et la population prendre forme. « Il y avait un groupe de citoyens convaincus et convaincants, se rappelle-t-il. On s'est mis à travailler ensemble. Ces gens ont été de bons leaders, ils allaient au "batte". » Le conseiller

ne cache pas qu'une « certaine forme d'apprentissage » a été nécessaire pour les quelques résidents qui y croyaient peu au départ. « Mais les gens ont compris qu'il s'agissait d'un projet commun. Les inquiétudes se sont estompées. »

Dans l'intervalle, en 2012, Arvida a été reconnue comme lieu historique national du Canada.

Tout comme Ann Mundy, M. Dufour ne voit dans l'adhésion des résidents que du positif pour l'avenir d'Arvida et pour le respect des obligations qu'un tel statut implique. Car contraintes il y a, notamment dans le choix des matériaux et des gabarits lors de rénovations ou encore concernant l'affichage commercial.

Or, depuis que divers éléments du site ont été protégés par la Ville, au tournant du siècle, on a enregistré très peu de dérogations aux normes. « Les gens sont fiers et respectueux. La dernière fois qu'on a reçu une plainte, ça remonte à sept ou huit ans », illustre-t-il.

Toute cette mobilisation est de bon augure pour un autre projet bien en selle : l'inscription d'Arvida sur la liste indicative de Parcs Canada en vue d'une reconnaissance par l'UNESCO. ♦

---

Valérie Gaudreau est rédactrice en chef du quotidien *Le Soleil*.

---